

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 30 avril 2026

FOCUS - LE GAZ AU PÉROU, UN DETERMINANT STRUCTUREL FAISANT FACE A DES LIMITES POUR LA RESILIENCE ENERGETIQUE DU PAYS. 2

Bolivie 3

La hausse des prix internationaux du pétrole menace le retour à la stabilité budgétaire. 3

La Banque interaméricaine de développement (BID) approuve 800 M\$ de financements pour la Bolivie. 3

Colombie 3

Moody's dégrade la note d'Ecopetrol (compagnie pétrolière publique) à Ba2 du fait d'un moindre soutien étatique. 3

Le Conseil d'État suspend le transfert de 7 Md\$ des fonds de pension privés (AFP) à Colpensiones – le fonds de pension public – et le réduit à 1 Md\$. 4

La Banque centrale maintient son taux d'intérêt directeur à 11,25 %, dans un contexte de tensions avec le gouvernement. 4

Équateur 5

L'Équateur signe un contrat de concession pour le projet aurifère *Cangrejos*. 5

Le Fonds monétaire international a approuvé la 5^e revue du programme de Facilité élargie de crédit (EFF). 5

Guyana 6

Les entrées de crédits carbone représentent 4,7 % des recettes courantes de l'État. 6

Pérou 6

Le Pérou établit le cadre réglementaire pour lancer des zones économiques spéciales privées (ZEEP). 6

Venezuela 6

British Petroleum (BP) rouvre ses bureaux au Venezuela. 6

Le Venezuela et les États-Unis font appel à des consultants indépendants pour auditer les fonds vénézuéliens à l'étranger. 7

Le Venezuela et avec la Colombie signent un accord pour rétablir l'interconnexion électrique. 7

Focus - Le gaz au Pérou, un déterminant structurel faisant face à des limites pour la résilience énergétique du pays.

La matrice énergétique au Pérou a largement été dominée par le pétrole jusqu'à la mise en production en 2004 du gisement de gaz naturel de Camisea, un des plus grands gisements de gaz naturel d'Amérique Latine. Depuis lors, le gaz est devenu une source d'énergie majeure pour le Pérou et a considérablement contribué à l'augmentation de la part du gaz naturel dans le mix électrique national. Selon les sources officielles, la production d'électricité était en 2025 à 52 % d'origine hydraulique, 38 % du gaz, 6 % éolienne et 3 % solaire. La légère baisse de la part du gaz depuis 2014 s'explique notamment par la hausse progressive de la part des énergies renouvelables dans le mix électrique péruvien. Le Ministère de l'Economie et des Finances indique qu'entre 2026 et 2029, 19 projets énergétiques totaliseraient près de 9 Md\$ d'investissements au Pérou.

Sur le plan économique, l'impact de Camisea est majeur et multidimensionnel. En interne, le développement du gaz naturel a permis de diminuer les coûts de production d'électricité et d'en stabiliser les prix, tout en améliorant le bilan environnemental. A l'échelle macroéconomique, l'exploitation de Camisea a généré plus de 19 Md\$ en redevances et impôts sur le revenu pour le pays depuis 2004. A l'échelle microéconomique, il a contribué à améliorer le pouvoir d'achat et la qualité de vie des ménages grâce à la baisse des coûts énergétiques et de transport. Concernant les exportations, en 2025, le Pérou a enregistré une hausse de 7 % des ventes gazières. Les principaux débouchés des exportations de gaz ont été le Japon (21 %), l'UE (17 %) et la Corée du Sud (12 %), avec une progression notable des ventes vers la Chine et l'Europe. Les exportations de gaz naturel liquéfié vers la France ont atteint 167 M€, soit 19 % du total des importations françaises en provenance du Pérou, tandis que celles à destination du Panama et des États-Unis ont reculé.

Toutefois, la place du gaz dans la matrice électrique s'accompagne de vulnérabilités structurelles mises en évidence par la crise de mars 2026. A la suite d'une déflagration sur le réseau de *Transportadora de Gas del Perú* (TgP) à Megantoni (Cusco), le gouvernement a déclaré l'état d'urgence nationale le 1^{er} mars 2026. L'incident a provoqué une pénurie de gaz naturel comprimé (GNC) à Lima et dans plusieurs régions pendant près de deux semaines, nécessitant des mesures de rationnement et une priorisation de l'approvisionnement vers les ménages, les hôpitaux et les transports publics. Cette panne a causé des pertes économiques estimées à 2,8 Md\$. La remise en service du réseau, achevée le 14 mars, a permis un retour progressif à la normale, mais cet épisode a entraîné des répercussions : bien que l'urgence ait été techniquement résolue, cet incident a révélé des facteurs d'incertitude tels que la soutenabilité de la matrice énergétique dans son ensemble, ou les responsabilités et plans de contingences de TgP, qui a initialement allégué une « force majeure » pour limiter sa responsabilité.

Dans ce contexte, les futures orientations stratégiques pour le gaz visent à renforcer la résilience du système avec un double objectif : diversifier les sources d'approvisionnement et réduire la dépendance à un unique gazoduc. De plus, le Pérou dispose d'atouts, notamment d'infrastructures portuaires permettant l'importation et

l'exportation de gaz. Enfin, l'intégration progressive de capacités de secours pourrait contribuer à améliorer la flexibilité du système. Néanmoins, près de 40 % de la capacité de production électrique reste directement liée à *Camisea*, soulignant le poids essentiel de ce gisement.

Par ailleurs, selon les rapports du ministère de l'Environnement, la production de gaz naturel commencera à diminuer significativement dans les 12 à 15 prochaines années.

Les réserves actuelles suffisent pour environ 13 ans, mais si aucune découverte nouvelle n'est réalisée, le pays fera face à un déficit énergétique structurel d'ici 2037-2040. Selon les spécialistes, peu de projets d'exploration ont été menés à bien ces dernières années. Le potentiel gazier pourrait s'étendre jusqu'à 40 ou 45 ans si de nouveaux projets d'exploration et de certification des réserves sont mis en œuvre.

L'enjeu pour le Pérou ne réside plus seulement dans l'exploitation du gaz, mais dans la construction d'un système électrique plus diversifié (hydroélectricité, solaire, éolien), flexible et résilient. La capacité à accélérer les investissements dans les renouvelables, à sécuriser les infrastructures et à élargir les sources d'approvisionnement sera déterminante pour réduire les risques systémiques et soutenir une croissance durable à moyen et long terme.

Bolivie

La hausse des prix internationaux du pétrole menace le retour à la stabilité budgétaire.

Le budget de l'État pour 2026, préparé par l'ancien gouvernement, a été construit à partir d'un prix à 64,5\$/baril. Aujourd'hui, ce prix se situe autour de 100\$/baril, avec des épisodes à plus de 120\$/baril. Or, la Bolivie importe plus de 85 % du diesel consommé et près de 60 % de l'essence, elle est donc particulièrement vulnérable à toute nouvelle hausse des prix. Le budget rectificatif pour 2026 a retenu un scénario conservateur, avec des achats de carburants estimés à 2 Md\$ (14 Md BOB au change officiel).

Le gouvernement de Rodrigo Paz a supprimé les subventions au carburant en début d'année. Toutefois, face à la montée des prix, un retour, partiel, des subventions a été mis en place. La subvention aux carburants a été estimée à 10 M\$ dans le budget rectificatif présenté par le gouvernement : elle ne représenterait que 8 % à 10 % des anciennes subventions généralisées, selon le ministre de l'Économie.

La Banque interaméricaine de développement (BID) approuve 800 M\$ de financements pour la Bolivie.

Le programme de la BID vise à renforcer la protection sociale, le système de santé, l'éducation et l'infrastructure routière dans le pays. Le président Rodrigo Paz souligne que ce financement représente un signal de confiance envers les politiques menées depuis son arrivée au pouvoir. Ce financement s'inscrit dans la continuité des annonces du Fonds de réserve latinoaméricain (FLAR), avec un soutien de 657 M\$ à la Banque centrale (cf. [Brèves semaine 16](#)) et de la Coopération andine de développement (CAF), avec un programme de financement de 3,1 Md\$ (cf. [Brèves semaine 10](#)).

Colombie

Moody's dégrade la note d'Ecopetrol, compagnie pétrolière publique à Ba2, du fait d'un moindre soutien étatique.

L'agence de notation a dégradé la note d'Ecopetrol et l'a associée d'une perspective négative. Cette dégradation est motivée par le

moindre soutien du gouvernement alors qu'il constituait un motif implicite de confiance dans l'entreprise jusqu'ici. En effet, le Fonds de stabilisation des prix des carburants (FEPC) compense normalement Ecopetrol lorsque l'entreprise vend à un prix inférieur à celui du marché international. Ainsi, fin mars, l'État devrait régler 441 M\$ (1 600 Md COP) au titre du FEPC. En lieu et place de ce versement, l'État a mis en place un montage financier consistant en un paiement en trésorerie de 0,2 % du montant total, et un versement ultérieur sous forme de titres de dette publique. Selon Moody's, cette stratégie limite la visibilité des flux de trésorerie à court terme.

Ce paiement différé exerce une pression sur la trésorerie d'Ecopetrol à court terme. En particulier, si les cours pétroliers internationaux continuent d'augmenter, les liquidités d'Ecopetrol seraient mises à l'épreuve.

Le Conseil d'État suspend le transfert de 7 Md\$ des fonds de pension privés (AFP) à Colpensiones – le fonds de pension public – et le réduit à 1 Md\$.

Le Conseil d'État a suspendu, avant de statuer sur le fond, le décret de transfert de 7 Md\$ (25 000 Md COP) des AFP à Colpensiones. Le projet de transfert visait à permettre à Colpensiones (entité publique des retraites) de verser la pension à près de 120 000 nouveaux affiliés, bien que seulement 22 500 d'entre elles soient effectivement déjà retraitées. La décision de fond du Conseil d'État devra déterminer si le transfert des ressources des AFD à Colpensiones doit être réalisé une fois que la personne atteint l'âge de départ à la retraite, ou bien s'il doit être réalisé à partir du changement d'affiliation (cf. [Brèves semaine 10](#)).

Le Conseil d'État autorise le transfert de 1,4 Md\$ (5 000 Md COP), correspondant aux nouveaux affiliés de Colpensiones, déjà retraités. Sur le fond, cette mesure a moins de

chance d'être entachée d'illégalité puisqu'elle se fonde sur des obligations administratives et financières pour Colpensiones.

La Banque centrale maintient son taux d'intérêt directeur à 11,25 %, dans un contexte de tensions avec le gouvernement.

La Banque centrale a décidé à l'unanimité de maintenir le taux directeur à 11,25 %. En mars, l'inflation annuelle s'établissait à 5,56 %, en hausse de 45 ppb par rapport à mars 2025, s'éloignant de la cible d'inflation de 3 % (± 1 pp). En ce sens, la plupart des analyses s'attendait à une nouvelle hausse des taux, de 75 ppb, pour atteindre 12 %. Cette décision a été prise dans un contexte de crise institutionnelle, avec une remise en cause des décisions de la Banque centrale par le Ministre des Finances (cf. [Brèves semaine 17](#)) et le Président Petro. Pour autant, la présence du Ministre à cette réunion, constitutionnellement indispensable, est un signal positif pour la stabilité de l'institution, après un épisode de tensions et la menace du Ministre de ne pas prendre part à la réunion.

L'inflation pourrait continuer à augmenter à court terme. Les anticipations d'inflation à un an et plus se sont réduites (5,6 % en avril 2027 et 4,8 % en décembre 2027), tandis que celles pour fin 2026 ont continué d'augmenter (6,3 % en moyenne en décembre 2026). Les chocs externes pourraient continuer d'alimenter l'inflation, avec une hausse des prix des fertilisants (liée à la guerre au Moyen-Orient) et de l'énergie (guerre au Moyen-Orient et phénomène *El Niño*).

Le 1^{er} mai, les prix de l'essence augmenteront ainsi de 0,1\$ (400 COP) du fait de la hausse des prix internationale, menant à un prix moyen de 4,4\$/L d'essence.

Depuis début 2026, le gouvernement avait pourtant mené une baisse de 0,3\$ (1 000 COP) du prix de l'essence.

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-4,3%	30,7%	2145
Change USD/COP	2,4%	-13,1%	3647
Change EUR/COP	2,5%	-10,6%	4270
Prix du baril (Brent, USD)	13,2%	94,5%	119,75

Équateur

L'Équateur signe un contrat de concession pour le projet aurifère Cangrejos.

Le gouvernement équatorien a signé un contrat d'exploitation pour le projet minier aurifère *Cangrejos*, situé au sud du pays, dans la province côtière d'*El Oro*. Ce projet marque une étape majeure pour le secteur minier équatorien, deux ans après la conclusion des négociations avec l'entreprise canadienne *Odin Mining Ecuador*. *Cangrejos* sera la première mine d'or à ciel ouvert de grande envergure sur la côte équatorienne et requerra d'un investissement supérieur à 1,7 Md\$. La concession devrait générer plus de 1 000 emplois directs et environ 2 000 emplois indirects.

La phase de construction est prévue avant fin 2027, tandis que la production pourrait débuter vers 2029, sous réserve des autorisations techniques et environnementales. Le projet devra en effet respecter plusieurs étapes réglementaires, notamment l'obtention de licences environnementales, garantissant un développement conforme aux normes de durabilité et de sécurité.

Sur le plan budgétaire, l'État bénéficiera de 50 % de la valeur du projet, soit des revenus estimés à plus de 4,3 Md\$ sur la durée de vie du projet, incluant taxes, redevances et bénéfices. Une partie importante sera allouée au budget de l'État, tandis que les collectivités locales recevront également une partie de ces ressources.

S'étendant sur près de 5 000 hectares, sans déplacement de population prévu, *Cangrejos* aura une durée de vie estimée à 26 ans. Ce projet vise à renforcer la position de l'Équateur comme destination attractive pour l'investissement minier responsable, tout en valorisant un territoire historiquement lié à l'exploitation aurifère.

Le Fonds monétaire international a approuvé la 5^e revue du programme de Facilité élargie de crédit (EFF).

Le FMI a approuvé la 5^e revue du programme de Facilité élargie de crédit (EFF) d'un montant total de 5 Md\$. Cette décision permet un versement immédiat de 394 M\$. Le programme, qui s'étale sur 48 mois, vise à renforcer la stabilité budgétaire, protéger les populations vulnérables, et soutenir les réformes structurelles pour une croissance durable et inclusive. Malgré un contexte difficile (insécurité, sécheresse, coupures d'électricité), et le non-respect des critères quantitatifs sur le déficit budgétaire, l'approbation de la revue a été possible grâce au respect de tous les autres critères, notamment l'émission souveraine de 4 Md\$ au début de l'année et la mise en place de mesures correctives supplémentaires pour consolider la position budgétaire.

La croissance économique devrait se poursuivre en 2026 : elle est prévue à 2,5 % par les services du FMI. Elle s'accompagne d'une inflation maîtrisée et des excédents courants importants, soutenant la réduction de la dette publique. Le gouvernement s'engage aussi à élargir la protection sociale et à améliorer la gouvernance, la supervision financière et la réglementation, tout en s'attaquant aux défis de sécurité et de diversification économique. En conséquence, l'indice de risque pays s'établit cette semaine à 417 pdb, soit le niveau le plus faible depuis 2014.

Guyana

Les entrées de crédits carbone représentent 4,7 % des recettes courantes de l'État.

Pour l'année 2025, les entrées de crédits carbone sont estimées à 248 M\$. Les revenus générés par les crédits carbone sont répartis selon la clé suivante : un minimum de 15 % sont destinés aux communautés amérindiennes, qui doivent définir leurs propres plans de durabilité, les revenus restants doivent financer la mise en œuvre de projets visant toutes les communautés, pouvant aller des énergies renouvelables aux infrastructures.

Depuis 2023, entre 15 % et 26 % des recettes annuelles issues de la vente de crédits carbone ont été reversés à des villages autochtones afin de développer les secteurs de l'éco-tourisme, de l'agriculture, des infrastructures, et des transports.

Depuis 2022, le Guyana s'est doté d'une **Stratégie de développement bas-carbone (LCDS 2030)** qui vise à éviter la déforestation et stimuler une croissance à faible émissions de carbone. Celle-ci prévoit d'intégrer davantage le Guyana aux marchés internationaux des crédits carbone, notamment par le biais des mécanismes REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement) mis en place sous l'égide des Nations unies. En effet, dans le cadre de REDD+, les pays en développement qui mettent en place des projets pour réduire la déforestation et augmenter le stockage de carbone peuvent recevoir des financements internationaux.

Plusieurs multinationales achètent des crédits carbone au Guyana, dont Apple, qui, en 2025, a acquis 100 000 crédits carbone guyaniens pour 1,5 M\$.

Pérou

Le Pérou établit le cadre réglementaire pour lancer des zones économiques spéciales privées (ZEEP).

Le ministère du Commerce extérieur et du Tourisme (Mincetur) a publié le règlement encadrant la création des zones économiques spéciales privées (ZEEP), via lequel il approuve la procédure de création des zones, la sélection des opérateurs, les activités autorisées ainsi que les mécanismes de supervision et de contrôle. La première étape pour créer une ZEEP sera la qualification, puis l'autorisation de l'opérateur privé, ce qui implique d'évaluer les candidatures des porteurs de projet, qui doivent remplir des critères tels que d'être une société constituée au Pérou, avec un engagement d'investissement minimum de 2,3 Md\$ en 2 ans.

Les investisseurs qui s'installent dans une ZEEP ne paieront pas d'impôt sur le revenu durant les cinq premières années d'activité. D'après l'ancienne ministre de l'économie Denise Miralles, une ZEEP autour du méga port de Chancay renforcera le pôle logistique Asie-Pacifique grâce à sa proximité avec le port de Callao, l'aéroport international Jorge Chávez et le futur parc industriel d'Ancón. Cette articulation permettra d'offrir des services de fabrication, d'assemblage, de stockage et de distribution afin de desservir les marchés de toute l'Amérique du Sud.

Venezuela

British Petroleum (BP) rouvre ses bureaux au Venezuela.

BP et le gouvernement vénézuélien ont signé un protocole d'accord le 28 avril concernant des projets gaziers et l'ouverture de nouveaux bureaux à Caracas. Lors de la transformation

d'entreprises mixtes du secteur pétrolier en une entreprise majoritairement publique, sous le control de PdVSA (entreprise pétrolière publique) en 2007, BP avait signé un accord de résiliation et cessé ses activités sur le champ de Jusepin. BP a néanmoins conservé des intérêts au Venezuela, principalement dans le secteur gazier, et plus particulièrement dans l'unification du champ transfrontalier de Cocuina-Manakin, (frontalier avec Trinité-et-Tobago).

Le Venezuela et les États-Unis font appel à des consultants indépendants pour auditer les fonds vénézuéliens à l'étranger.

Le président de la Banque centrale a annoncé la réalisation d'audits indépendants afin de contrôler la gestion des fonds vénézuéliens à l'étranger. Cette initiative vise à certifier la gestion des devises étrangères et à renforcer la confiance dans l'utilisation des fonds publics, dans un contexte de réouverture du système financier et de reprise des relations avec les organisations internationales. Des

sources non-officielles indiquent que les États-Unis auraient mandaté Deloitte et que le gouvernement vénézuélien pourrait faire appel à PwC.

Le Venezuela et avec la Colombie signent un accord pour rétablir l'interconnexion électrique.

Le président colombien a réalisé une première visite officielle, depuis la présidence *ad interim* de Delcy Rodriguez, au Venezuela le 24 avril. Lors de cette rencontre, les deux dirigeants se sont engagés à approfondir l'intégration entre les deux pays dans les secteurs de l'électricité et du gaz. Un accord a été signé entre la Corporation nationale d'électricité (Corpoelec) et l'Institut colombien de planification et de promotion des solutions énergétiques pour les zones non interconnectées (IPSE). Cet accord implique la vente d'électricité de la Colombie vers le Venezuela et la vente de gaz du Venezuela vers la Colombie.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
				2025	2026 p.			2023	Variation par rapport à 2022	
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Louis BRUGEL, Carla DERVILLE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)